

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MAI 1928

Projet de loi

**approuvant la Convention de Genève du 26 septembre 1927,
concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues
à l'étranger.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La Convention dont le texte est ci-joint a été ouverte le 26 septembre 1927, à l'initiative de l'Assemblée de la Société des Nations, en vue d'assurer, par un accord international, la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales rendues à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visée au Protocole de Genève du 24 septembre 1923.

Ce Protocole, auquel la Belgique est partie adhérente (1), a consacré, sous certaines conditions qu'il énonce, la reconnaissance, par chacun des Etats contractants, du compromis et de la clause compromissoire entre parties soumises respectivement à la juridiction d'Etats différents. Il spécifie en outre, en son article 4 que le tribunal saisi d'un litige rentrant dans les termes de ce compromis ou de cette clause compromissoire doit renvoyer l'affaire au jugement des arbitres. D'autre part, en vertu de l'article 3 de ce Protocole, tout Etat contractant s'engage à assurer l'exécution, par ses autorités et conformément aux dispositions de sa loi nationale, des sentences arbitrales rendues sur son territoire ensuite de semblables compromis ou clause compromissoire.

L'acte de 1923 ne prescrit rien quant à l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

Il y avait là une lacune d'autant plus grave que les parties intéressées, se trouvant, de par l'article 4 précité, dans l'impossibilité d'intenter une action judiciaire indépendante, étaient privées de tout droit dans les pays où l'exécution des sentences arbitrales étrangères n'était pas assurée.

C'est cette lacune, pouvant parfois conduire au déni de justice, que la convention du 26 septembre 1927 est venue combler.

(1) *Moniteur Belge* du 5-6 janvier 1925.

Celle-ci n'envisageant que les sentences rendues à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire prévus au Protocole de 1923, son effet sera de plein droit restreint aux sentences rendues en matière commerciale pour les Etats qui ont fait une réserve dans ce sens à l'application dudit Protocole. La Belgique est un de ces Etats; néanmoins, de même que le plénipotentiaire français, le plénipotentiaire belge, en signant la convention, a renouvelé la réserve dans les termes suivants : « La Belgique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national ».

D'autre part, la convention ne règle l'effet international des sentences dont il s'agit au protocole de 1923 que pour autant qu'elles aient été rendues dans un Etat partie à la nouvelle convention. Cette restriction est inspirée du fait que certaines législations basent la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères sur la réciprocité.

La reconnaissance et l'exécution des sentences ainsi visées sont soumises à certaines conditions à peu près analogues à celles prévues à l'article 15 des conventions franco-belge du 8 juillet 1899 et belgo-néerlandaise du 28 mars 1925 sur la compétence judiciaire, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques. Les conditions fixées par l'acte de Genève sont plutôt plus étroites par suite, précisément, de la forme collective de cet acte qui a dû envisager des situations et des législations très diverses.

C'est ainsi, notamment, que sous le littéra d) de l'article premier, la présente convention donne à la question de savoir quand une sentence arbitrale doit être considérée comme devenue définitive, une interprétation contraire à celle admise par les deux traités susvisés. Au regard de ceux-ci et conformément d'ailleurs à la législation belge, une sentence étrangère est, en effet, devenue définitive, c'est-à-dire passée en force de chose jugée, quand elle est exécutoire dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle. La convention de Genève, elle, exige que la sentence ne soit plus susceptible, d'opposition, d'appel, ni de pourvoi en cassation, qu'elle ne puisse plus être annulée.

L'article 5 vient heureusement obvier à cette notion étroite du caractère définitif de la sentence, aux yeux de notre législation. Aux termes de cet article, la convention ne peut, en effet, priver la partie intéressée du droit de se prévaloir d'une sentence arbitrale de la manière et dans la mesure admise par la législation ou les traités du pays où cette sentence est invoquée. Les autorités belges pourront donc se montrer plus larges que ne le prévoit la convention.

Par contre, celle-ci, contrairement aux actes de 1899 et 1925, n'exige pas que la sentence ait le caractère exécutoire dans le pays où elle a été rendue. Le Comité d'experts qui a élaboré l'avant projet de convention a considéré, et l'Assemblée de la Société des Nations a ratifié cette façon de voir, que la décision sera souvent prononcée dans un pays étranger aux deux parties, et par un arbitre qui n'est le compatriote d'aucune d'elles; c'est notamment la pratique de la Chambre de commerce internationale. Recourir aux autorités de ce pays dans des cas de ce genre serait provoquer des frais inutiles. D'autre part, l'octroi du caractère exécutoire n'est pas toujours une garantie attendu que dans certains pays, il n'est subordonné à aucun contrôle judiciaire.

Pour ce qui nous concerne, si, depuis l'arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles du 28 février 1912 (Pas. 1913, II., p. 188) la jurisprudence est établie dans ce

sens qu'une sentence arbitrale intervenue en pays étranger ne peut être déclarée exécutoire en Belgique, tout au moins à titre de jugement, sinon de simple convention, qu'après avoir été rendue exécutoire dans le pays où elle a été prononcée, il n'en a pas toujours été ainsi.

M. de Paepe, l'un des délégués belges qui ont négocié la convention franco-belge de 1899, écrivait en 1904 (*Belgique judiciaire* 1904, p. 1414). « Cette condition (caractère exécutoire dans le pays où la sentence a été rendue) a été prescrite (dans les rapports des deux pays sur la matière) plutôt par esprit de courtoisie réciproque que par application d'un principe juridique. En Belgique, cette condition n'est pas exigée et elle continué à ne pas l'être à l'égard des autres Etats que la France ». Il ajoutait que « si par déférence de l'un des Etats pour l'autre la sentence arbitrale doit d'abord avoir été déclarée exécutoire dans le pays où elle a été rendue, cette déclaration n'a aucune autorité dans le pays où l'exécution est poursuivie. Le président appelé à l'y rendre exécutoire, n'est pas lié par l'ordonnance intervenue dans l'autre pays. Ainsi, contrairement à cette ordonnance, il peut décider que les droits de la défense n'ont pas été respectés, que la sentence est contraire à l'ordre public. Elle peut être exécutoire dans le pays où elle a été rendue sans le devenir dans l'autre ».

Cette absence d'autorité de la déclaration du juge étranger est encore la règle. Par conséquent, il n'y a aucun inconvénient à ce que la convention soumise à votre approbation n'exige pas ce caractère exécutoire dans le pays où la sentence a été prononcée.

La validité du compromis ou de la clause compromissoire en suite desquels la sentence doit avoir été rendue (article premier, litt. a) sera appréciée d'après la législation qui leur est applicable; celle-ci sera déterminée en tenant compte des principes du droit international privé qui règlent le conflit des lois.

Les rédacteurs de la convention n'ont pas cru devoir spécifier qu'une sentence portant atteinte aux bonnes mœurs ou qui contredirait un jugement rendu dans le pays où elle est invoquée serait sans effet international, la disposition relative à l'ordre public et aux principes du droit public (article premier, litt. e) étant suffisante pour permettre de refuser l'exequatur de cette sentence.

La procédure à suivre pour l'octroi de cet exequatur reste entièrement régie par la législation de pays où il est demandé. La convention ne prescrit donc pas au juge de procéder à l'examen des conditions énumérées aux articles 1 et 2; ce qu'elle entend dire c'est que le juge saisi ne pourra refuser la reconnaissance ou l'exécution de la sentence si celle-ci répond à ces conditions.

Toutefois l'article 3 dispose que « si la partie contre laquelle la sentence a été rendue établit qu'il existe, d'après les règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage, une cause, autre que celles visées à l'article premier, litt. a) et c) et à l'article 2, litt. b) et c), qui lui permette de contester en justice la validité de la sentence, le juge pourra, s'il lui plaît, refuser la reconnaissance ou l'exécution, ou les suspendre en donnant à la partie un délai raisonnable pour faire prononcer la nullité par le tribunal compétent ».

Il s'agirait donc, ici, d'une sentence arbitrale entachée d'un vice non spécifié dans les causes de nullité visées aux articles 1 et 2 et qui serait susceptible de donner ouverture, dans le pays où elle a été prononcée, à une action en annulation. Le Juge de l'Etat d'exécution peut ne pas être à même d'examiner le bien fondé d'une réclamation de ce genre, basée sur des particularités de la procédure en usage dans un pays étranger; il est donc désirable qu'il puisse suspendre sa décision jusqu'à ce que l'incident soit vidé à l'étranger.

L'article 4 énumère les pièces et renseignements à produire en vue d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution de la sentence ; cette énumération n'a qu'un caractère énonciatif, le juge gardant la liberté de réclamer tels autres pièces ou renseignements pour éclairer sa religion.

Les dispositions relatives à la portée d'application, la signature, la ratification, la dénonciation, etc. (articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11) n'exigent aucun commentaire.

*
* *

Telle est, Messieurs, dans ses traits essentiels, la convention soumise à vos délibérations.

Comme vous le savez, la doctrine et la jurisprudence belges admettent que l'article 10 de la loi du 25 mars 1876 n'est pas applicable aux sentences arbitrales rendues à l'étranger, mais que celles-ci sont régies par l'article 1020 du code de procédure civile et qu'il suffit dès lors, pour les rendre exécutoire en Belgique, qu'un simple *pareatis* ou visa du Président du tribunal du lieu où elles doivent recevoir leur exécution.

La ratification de l'acte de Genève par la Belgique aura donc pour effet de consacrer par un accord international, dans le domaine au sujet duquel il dispose, l'interprétation donnée à l'article 1020 de notre code de procédure ; d'autre part, cet accord, de même que le protocole de 1923, nous assurera la réciprocité de la part d'autres pays dont la législation ou la jurisprudence sur la matière était différente de la nôtre.

Les relations commerciales entre parties de nationalité différente augmentent de jour en jour ; le recours à l'arbitrage pour régler les litiges nés de ces relations devient de plus en plus fréquent ; d'où la nécessité de garantir à cet arbitrage la plus large autorité, les effets les plus rapides, les plus étendus.

Enfin, le traité soumis à votre approbation répond aux vœux des milieux intéressés : il est conforme à notre législation, il assure le respect de l'ordre public et des principes du droit public de notre pays.

Pour ces raisons, nous avons la confiance que vous serez comme nous d'avis, Messieurs, qu'il y a lieu de réserver un vote favorable au projet de loi qui en consacre l'approbation.

Le Ministre des Affaires Étrangères.

P. HYMANS,

Le Ministre de la Justice.

P.-E. JANSON.



CONVENTION**pour l'exécution des sentences arbitrales étrangères.**

.....
Signataires du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923 ;

Résolus à conclure une convention en vue de compléter ce protocole,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :
.....

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Dans les territoires relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auxquels s'applique la présente convention, l'autorité d'une sentence arbitrale rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire visés au Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, sera reconnue et l'exécution de cette sentence sera accordée, conformément aux règles de procédure suivies dans le territoire où la sentence est invoquée, lorsque cette sentence aura été rendue dans un territoire relevant de l'une des Hautes Parties contractantes auquel s'applique la présente convention et entre personnes soumises à la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes.

Pour obtenir cette reconnaissance ou cette exécution, il sera nécessaire, en outre :

a) que la sentence ait été rendue à la suite d'un compromis ou d'une clause compromissoire valables d'après la législation qui leur est applicable ;

b) que, d'après la loi du pays où elle est invoquée, l'objet de la sentence soit susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage ;

c) que la sentence ait été prononcée par le tribunal arbitral prévu par le compromis ou la clause compromissoire, ou constitué conformément à l'accord des parties et aux règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage ;

d) que la sentence soit devenue définitive dans le pays où elle a été rendue, en ce sens qu'elle ne sera pas considérée comme telle si elle est susceptible d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation (dans les pays où ces procédures existent) ou s'il est prouvé qu'une procédure tendant à contester la validité de la sentence est en cours ;

e) que la reconnaissance ou l'exécution de la sentence ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée.

ARTICLE 2.

Même si les conditions prévues à l'article premier sont remplies, la reconnaissance et l'exécution de la sentence seront refusées si le juge constate :

a) que la sentence a été annulée dans le pays où elle a été rendue ;

b) que la partie contre laquelle la sentence est invoquée n'a pas eu, en temps utile, connaissance de la procédure arbitrale, de manière à pouvoir faire valoir ses moyens ou, qu'étant incapable, elle n'y a pas été régulièrement représentée ;

c) que la sentence ne porte pas sur le différend visé dans le compromis ou rentrant dans les prévisions de la clause compromissoire, ou qu'elle contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire.

Si la sentence n'a pas tranché toutes les questions soumises au tribunal arbitral, l'autorité compétente du pays où est demandée la reconnaissance ou l'exécution de cette sentence pourra, si elle le juge à propos, ajourner cette reconnaissance ou cette exécution ou la subordonner à une garantie que cette autorité déterminera.

ARTICLE 3.

Si la partie contre laquelle la sentence a été rendue établit qu'il existe, d'après les règles de droit applicables à la procédure d'arbitrage, une cause, autre que celles visées à l'article premier, *lit. a)* et *c)*, et à l'article 2, *lit. b)* et *c)*, qui lui permette de contester en justice la validité de la sentence, le juge pourra, s'il lui plaît, refuser la reconnaissance ou l'exécution, ou les suspendre en donnant à la partie un délai raisonnable pour faire prononcer la nullité par le tribunal compétent.

ARTICLE 4.

La partie qui invoque la sentence, ou qui en demande l'exécution, doit fournir notamment :

1° L'original de la sentence ou une copie réunissant, d'après la législation du pays où elle a été rendue, les conditions requises pour son authenticité ;

2° Les pièces et renseignements de nature à établir que la sentence est devenue définitive, dans le sens déterminé à l'article premier, *lit. d)*, dans le pays où elle a été rendue ;

3° Le cas échéant, les pièces et renseignements de nature à établir que les conditions prévues à l'article premier, alinéa 2, *lit. a)* et *c)*, sont remplies.

Il peut être exigé de la sentence et des autres pièces mentionnées dans cet article une traduction faite dans la langue officielle du pays où la sentence est invoquée. Cette traduction doit être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire du pays auquel ressortit la partie qui invoque la sentence ou par un traducteur assermenté du pays où la sentence est invoquée.

ARTICLE 5.

Les dispositions des articles précédents ne privent aucune partie intéressée du droit de se prévaloir d'une sentence arbitrale, de la manière et dans la mesure admise par la législation ou les traités du pays où cette sentence est invoquée.

ARTICLE 6.

La présente convention ne s'applique qu'aux sentences arbitrales rendues après la mise en vigueur du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923.

ARTICLE 7.

La présente convention, qui restera ouverte à la signature de tous les signataires du Protocole de 1923 relatif aux clauses d'arbitrage, sera ratifiée.

Elle ne pourra être ratifiée qu'au nom de ceux des Membres de la Société des Nations et des Etats non-membres pour le compte desquels le Protocole de 1923 aura été ratifié.

Les ratifications seront déposées aussitôt que possible auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les signataires.

ARTICLE 8.

La présente convention entrera en vigueur trois mois après qu'elle aura été ratifiée au nom de deux Hautes Parties contractantes. Ultérieurement, l'entrée en vigueur se fera, pour chaque Haute Partie contractante, trois mois après le dépôt de sa ratification auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 9.

La présente convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non-membre. La dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Parties contractantes, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'aura reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général de la Société des Nations.

La dénonciation du Protocole relatif aux clauses d'arbitrage entraînera de plein droit la dénonciation de la présente convention.

ARTICLE 10.

L'effet de la présente convention ne s'étend pas de plein droit aux colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de l'une des Hautes Parties contractantes.

L'extension à l'un ou plusieurs de ces colonies, territoires ou protectorats auxquels le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, ouvert à Genève depuis le 24 septembre 1923, est applicable pourra à tout moment être effectuée par une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par une des Hautes Parties contractantes.

Cette déclaration produira effet trois mois après son dépôt.

Les Hautes Parties contractantes pourront à tout moment dénoncer la convention pour l'ensemble ou l'un quelconque des colonies, protectorats ou territoires visés ci-dessus. L'article 9 est applicable à cette dénonciation.

ARTICLE 11.

Une copie certifiée conforme de la présente convention sera transmise par le Secrétaire général de la Société des Nations à tout Membre de la Société des Nations et à tout Etat non-membre signataire de ladite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention,

Fait à Genève, le vingt-six septembre mil neuf cent vingt-sept, en un seul

exemplaire, dont les textes anglais et français feront également foi, et qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Autriche,

E. PFLÜGL.

Belgique,

La Belgique se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national.

J. BRUNET.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,

AUSTEN CHAMBERLAIN.

France,

Le Gouvernement français se réserve la liberté de restreindre l'engagement pris à l'article premier aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

ARISTIDE BRIAND.

Italie,

VITTORIO SCIALOJA.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MEI 1928.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Overeenkomst van Genève van 26 September 1927. betreffende de uitvoering van in het buitenland gedane scheidsrechterlijke uitspraken.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De overeenkomst, waarvan de tekst hierbij gaat, werd geopend op 26 September 1927, op het initiatief van de Vergadering van den Volkenbond, ten einde door een internationaal accoord de erkenning en de uitvoering te verzekeren van de scheidsrechterlijke uitspraken, gedaan naar aanleiding van een compromis of van een scheidsrechterlijk beding bedoeld in het Protocol van Genève van 24 September 1923.

Dit protocol, waarbij België toetredende partij is (1) heeft, onder zekere voorwaarden die het opsomt, de erkenning bevestigd door elk der Verdragsluitende Staten van het compromis en van het scheidsrechterlijk beding tusschen partijen respectievelijk onderworpen aan de rechtsmacht van verschillende Staten. Het bepaalt bovendien, in zijn artikel 4, dat de rechtbank waarbij een geschil aanhangig wordt gemaakt dat binnen de termen van dit compromis of van dit scheidsrechterlijk beding valt, de zaak naar het oordeel der scheidsrechters moet verwijzen. Van den anderen kant, krachtens artikel 3 van dit Protocol, gaat elke Verdragsluitende Staat de verbintenis aan te zorgen voor de uitvoering, door zijne overheden en overeenkomstig de bepalingen zijner nationale wetten, van de scheidsrechterlijke uitspraken op zijn grondgebied gedaan ten gevolge van een dergelijk compromis of van een dergelijk scheidsrechterlijk beding.

De akte van 1923 schrijft niets voor betreffende de uitvoering van scheidsrechterlijke uitspraken *in het buitenland gedaan*.

Er bestond daar een leemte die des te erger was dat de belanghebbende partijen, daar zij zich door voornoemd artikel 4 in de onmogelijkheid bevonden een onafhankelijke rechtsvordering in te stellen, van elk recht ver-

(1) *Moniteur belge* van 5/6 Januari 1923.

stoken bleven in de landen waar de uitvoering der vreemde scheidsrechterlijke uitspraken niet verzekerd was.

Deze leemte, welke soms kon leiden tot rechtsweigering, werd door de overeenkomst van 26 September 1927 aangevuld.

Daar deze slechts betrekking heeft op de uitspraken gedaan naar aanleiding van een compromis of een scheidsrechterlijk beding voorzien in het Protocol van 1923, zal hare uitwerking van rechtswege beperkt zijn tot de uitspraken gedaan in handelsaangelegenheden, wat betreft de Staten die een voorbehoud in dien zin op de toepassing van gezegd Protocol gemaakt hebben. België behoort tot die Staten; nochtans heeft de Belgische gevolmachtigde, evenals de Fransche gevolmachtigde, bij de onderteekening der overeenkomst het voorbehoud in de volgende termen hernieuwd: « België » behoudt zich het recht vóór de in artikel één aangegane verbintenis te beperken tot de contracten die door zijn nationaal recht als handelscontracten beschouwd worden ».

Van den anderen kant regelt de overeenkomst de internationale uitwerking der uitspraken, waarvan in het Protocol van 1923 sprake is, slechts voor zoover zij gedaan werden in eenen Staat die partij is bij de nieuwe overeenkomst. Deze beperking gaat uit van het feit dat de wetten van zekere landen de erkenning en de uitvoering van in het buitenland gedane scheidsrechterlijke uitspraken slechts toestaan wanneer dienaangaande wederkeerigheid bestaat.

De erkenning en de uitvoering der aldus bedoelde uitspraken zijn aan zekere voorwaarden onderworpen die ongeveer overeenstemmen met die voorzien in artikel 15 der Fransch-Belgische overeenkomst van 8 Juli 1899 en der Belgisch-Nederlandsche overeenkomst van 28 Maart 1925 aangaande de rechterlijke bevoegdheid, het faillissement, het gezag en de uitvoering der rechterlijke beslissingen, der scheidsrechterlijke uitspraken en der authentieke akten. De voorwaarden vastgesteld door de akte van Genève zijn veel meer enger tengevolge van den collectieven vorm dezer akte die rekening heeft moeten houden met zeer verschillende toestanden en wetgevingen.

Zoo komt het inzonderheid dat, onder lit. d) van artikel één, deze overeenkomst aan de kwestie wanneer een scheidsrechterlijke uitspraak beschouwd moet worden als definitief geworden, een uitlegging geeft die strijdig is met degene door beide bovenbedoelde verdragen aanvaard. Ten opzichte van deze verdragen en trouwens in overeenkomst met de Belgische wetgeving, is immers een buitenlandsche uitspraak definitief geworden, dat is te zeggen in kracht van gewijsde gegaan, wanneer zij uitvoerbaar is in het land waar zij is gedaan, alhoewel aldaar nog middelen van verhaal openstaan. De overeenkomst van Genève van haren kant eischt dat de uitspraak niet meer vatbaar weze voor verzet, beroep, noch voorziening in verbreking, dat zij niet meer vernietigd kunne worden.

Artikel 5 brengt gelukkigterwils een verruiming aan deze enge opvatting van het definitieve karakter der uitspraak, in de oogen onzer wetgeving. Immers, luidens dit artikel, kan de overeenkomst aan de betrokken partij niet het recht ontnemen zich op een scheidsrechterlijke uitspraak te beroepen op de wijze en in de mate waarin dit toegelaten wordt door de wetten of door de verdragen van het land waar deze uitspraak ingeroepen wordt. De Belgische overheden zullen zich dus veel breder kunnen betoonen dan de overeenkomst wel voorziet.

Daarentegen vereischt deze niet, in strijd met de akten van 1899 en van

1925, dat de uitspraak een uitvoerbaar karakter hebbe in het land waar zij gedaan werd. Het Comité van deskundigen, dat het voorontwerp der overeenkomst heeft opgemaakt, was van meening en de Vergadering van den Volkenbond heeft deze zienswijze bekrachtigd, dat de beslissing dikwijls zal uitgesproken worden in een aan beide partijen vreemd land en door een scheidsrechter die geen landgenoot van een hunner is; dit is namelijk de handelswijze van de Internationale Kamer van Koophandel. Beroep doen op de overheden van dit land in dergelijke gevallen zou gelijk staan met onnoodige kosten te veroorzaken. Van den anderen kant is de toekenning van het uitvoerbaar karakter niet altijd een waarborg, aangezien ze in zekere landen aan geen gerechtelijk toezicht onderworpen is.

Wat ons betreft, alhoewel sedert het arrest van het Hof van Beroep te Brussel van 28 Februari 1912 (Pas. 1913, II, p. 188) de jurisprudentie in dien zin is vastgelegd dat eene in een vreemd land gedane scheidsrechterlijke uitspraak in België niet uitvoerbaar kan verklaard worden, althans als vonnis, zoo niet als gewone overeenkomst, dan nadat zij uitvoerbaar gemaakt is in het land waar zij gedaan werd, zoo is dit niet altijd het geval geweest.

De heer de Paepe, een der Belgische afgevaardigden, die deelgenomen hebben aan de overhandelingen over de Fransch-Belgische overeenkomst van 1899, schreef in 1904 (*Belgique judiciaire* 1904, p. 1414): « Deze voorwaarde (uitvoerbaar karakter in het land waar de uitspraak werd gedaan) werd voorgeschreven (in de betrekkingen van beide landen op dit gebied) veelmeer in een geest van wederzijdsche hoffelijkheid dan wel bij toepassing van een juridisch beginsel. In België wordt deze voorwaarde niet vereischt en dit blijft zoo ten opzichte der andere Staten dan Frankrijk ». Hij voegde daaraan toe dat « indien uit eerbied van een der Staten voor den anderen, de scheidsrechterlijke uitspraak eerst uitvoerbaar moet verklaard zijn in het land waar zij gedaan werd, deze verklaring geen gezag heeft in het land waar de uitvoering wordt vervolgd. De voorzitter, geroepen om ze uitvoerbaar te maken, is niet gebonden door het in het andere land gegeven bevelschrift. Zoo kan hij, in strijd met dit bevelschrift, besluiten dat de rechten der verdediging niet geëerbiedigd werden, dat de uitspraak strijdig is met de openbare orde. Zij kan uitvoerbaar zijn in het land waarin zij werd uitgesproken zonder het in het andere te worden ».

Dit gemis aan gezag van de verklaring van den buitenlandschen rechter geldt nog als regel. Bijgevolg bestaat er geen bezwaar tegen dat de aan uwe goedkeuring onderworpen overeenkomst dit uitvoerbaar karakter in het land waar de uitspraak werd gedaan niet vereischt.

De geldigheid van het compromis of van het scheidsrechterlijk beding ten gevolge waarvan de uitspraak moet gedaan worden (artikel 1, litt. a) zal beoordeeld worden volgens de wetgeving die er toepasselijk op is; deze zal vastgesteld worden rekening houdend met de beginselen van het internationaal privaatrecht waardoor de strijdigheid der wetten geregeld wordt.

De opstellers der overeenkomst hebben gemeend dat het niet noodig was te specificeren dat een uitspraak die indruischt tegen de goede zeden of die in strijd zou zijn met een vonnis uitgesproken in het land waar zij wordt ingeroepen zonder internationale uitwerking zou zijn, daar de beschikking betreffende de openbare orde en de beginselen van het publiek recht (arti-

kel 1, litt. c.) voldoende is om toe te laten de uitvoerbaarverklaring van deze uitspraak te weigeren.

De procedure te volgen voor het verleenen dezer uitvoerbaar verklaring blijft geheel beheerscht door de wetgeving van het land waar deze laatste gevraagd wordt. De overeenkomst schrijft dus aan den rechter niet voor dat hij moet overgaan tot het onderzoek der in artikelen 1 en 2 opgespinde voorwaarden; zij wenscht te verstaan te geven dat de rechter, waarbij het verzoek daartoe aanhangig wordt gemaakt, de erkenning of de uitvoering der uitspraak niet zal kunnen weigeren wanneer zij aan deze voorwaarden beantwoordt.

Echter bepaalt artikel 3 dat «indien de partij waartegen de uitspraak gedaan werd bewijst dat er, volgens de rechtsregelen toepasselijk op de scheidsrechterlijke procedure een anderen reden bestaat dan die bedoeld in artikel 1, litt. a) en c) en in artikel 2, litt. b) en c), die haar toelaat de geldigheid der uitspraak in rechte te betwisten, de rechter, indien hij het goedvindt, de erkenning of de uitvoering zal kunnen weigeren, of ze kunnen schorsen en aan de partij een redelijken termijn toe staan om de nietigheid door de bevoegd rechtbank te doen uitspreken.

Het zou hier dus een scheidsrechterlijke uitspraak gelden met een gebrek dat niet gespecificeerd is onder de oorzaken van nietigheid bedoeld in artikelen 1 en 2 en dat van aard zou zijn om in het land, waar de uitspraak gedaan werd, aanleiding te geven tot een rechtsvordering tot nietigverklaring. Het kan gebeuren dat het den rechter van den Staat van uitvoering niet mogelijk is de gegrondheid te onderzoeken van een dergelijke klacht, gebaseerd op eigenaardigheden van de in een vreemd land gebruikelijke procedure; het is dus wenschelijk dat hij zijne beslissing kunne uitstellen tot dat het incident in het buitenland geregeld is.

Artikel 4 geeft de opsomming der stukken en inlichtingen die moeten worden overgelegd om de erkenning of de uitvoering der uitspraak te verkrijgen, deze opsomming is enkel aanhalend, want de rechter behoudt de vrijheid zulke andere stukken of inlichtingen te vragen die hij noodig heeft voor een duidelijk inzicht in de zaak.

De beschikkingen betreffende de draagwijdte der toepassing, de onderteekening, de bekrachtiging, de opzegging, enz., (artikelen 6, 7, 8, 9, 10 en 11) hebben geen nadere verklaring noodig.

Zulks is, Mijne Heeren, in hare voornaamste trekken de aan uwe besprekingen onderworpen overeenkomst.

Zooals U bekend is, nemen de Belgische leer en rechtsspraak aan dat artikel 10 der wet van 25 Maart 1876 niet toepasselijk is op de in het buitenland gedane scheidsrechterlijke uitspraken, maar dat deze beheerscht worden door artikel 1020 van het wetboek der burgerlijke rechtspleging en dat diensgevolge om ze in België uitvoerbaar te maken, een eenvoudig *parealis* of visa van den Voorzitter der rechtbank van de plaats waar zij uitgevoerd moeten worden, voldoende is.

De bekrachtiging van de akte van Genève door België zal dus voor gevolg hebben door een internationale akte, op het gebied waarover het beschikkingen maakt, de uitlegging aan artikel 1020 van ons wetboek van rechtspleging te bevestigen; van den anderen kant zal dit accoord, evenals

het protocol van 1923, ons de wederkeerigheid verzekeren van wege andere landen wier wetten of wier rechtsspraak te dier zake van de onze verschilden.

De handelsbetrekkingen tusschen partijen van verschillende nationaliteit nemen van dag tot dag toe; de toevlucht tot arbitrage, om de geschillen uit deze betrekkingen ontstaan te regelen, komt meer en meer voor; daaruit ontstaat de noodzakelijkheid aan deze arbitrage het grootste gezag, de vlugste en de meest uitgebreide uitwerking te verzekeren.

Ten slotte beantwoordt het aan uwe goedkeuring onderworpen verdrag aan de wenschen der betrokken middens; het is in overeenstemming met onze wetgeving, het verzekert de eerbiediging der openbare orde en de beginselen van het openbaar recht van ons land.

Om deze redenen vertrouwen wij dat gij zooals wij van meening zult zijn, Mijne heeren, dat het gewenscht is een gunstig onthaal te verleenen aan het wetsontwerp dat er de goedkeuring van bevestigt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.



OVEREENKOMST**voor de uitvoering van vreemde scheidsrechterlijke uitspraken**

Onderteekenaars van het Protocol betreffende de arbitrage-bepalingen, geopend te Geneve sedert 24 September 1923;

Besloten hebbend eene overeenkomst te sluiten ten einde dit protocol aan te vullen,

Hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

die, na hunne in behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, overeengekomen zijn aangaande de volgende beschikkingen :

ARTIKEL ÉÉN.

In de grondgebieden van eene der Hooge verdragsluitende Partijen waarop deze overeenkomst van toepassing is, zal het gezag van een scheidsrechterlijke uitspraak die gedaan werd naar aanleiding van een compromis of van een scheidsrechterlijk beding bedoeld in het Protocol betreffende de arbitrage-bepalingen, geopend te Geneve sedert 24 September 1923, erkend worden en de uitvoering dezer uitspraak zal toegestaan worden, overeenkomstig de regelen der rechtspleging gevolgd in het grondgebied waar de uitspraak ingeroepen wordt wanneer deze uitspraak gedaan werd in een grondgebied afhangend van eene der Hooge verdragsluitende Partijen waarop deze overeenkomst van toepassing is en tusschen personen onderworpen aan de rechtsmacht van eene der Hooge verdragsluitende Partijen.

Om deze erkenning of deze uitvoering te verkrijgen, zal het bovendien noodig zijn;

a) dat de uitspraak gedaan werd naar aanleiding van een compromis of een scheidsrechterlijk beding die geldig zijn volgens de wetgeving welke daarop toepasselijk is;

b) dat volgens de wet van het land waar de uitspraak ingeroepen wordt, het voorwerp van de uitspraak door middel van arbitrage kan geregeld worden;

c) dat de uitspraak gedaan werd door het scheidsgerecht voorzien door het compromis of het scheidsrechterlijk beding, of samengesteld op de wijze afgesproken door de partijen en in overeenkomst met de rechtsregels die op de scheidsrechterlijke procedure toepasselijk zijn;

d) dat de uitspraak definitief geworden is in het land waar ze gedaan werd, in dien zin dat ze niet als dusdanig zal beschouwd worden indien ze vatbaar is voor verzet, hooger beroep of voorziening in verbreking (in de landen waar deze procedures bestaan) of indien er bewezen wordt dat eene procedure om de geldigheid van de uitspraak te betwisten aan den gang is;

e) dat de erkenning of de uitvoering van de uitspraak niet strijdig is met de openbare orde of de beginselen van het openbaar recht van het land waar ze ingeroepen wordt.

ARTIKEL 2.

Zelfs indien de in artikel één voorziene voorwaarden vervuld zijn, zullen de erkenning en de uitvoering der uitspraak geweigerd worden, indien de rechter vaststelt :

- a) dat de uitspraak nietig verklaard werd in het land waar ze gedaan werd;
- b) dat de partij waartegen de uitspraak ingeroepen wordt, niet bijtijds kennis gehad heeft van de scheidsrechterlijke procedure, om haar in staat te stellen hare middelen te doen gelden, of dat zij onbevoegd zijnde, er niet regelmatig vertegenwoordigd was;
- c) dat de uitspraak niet gaat over het geschil bedoeld in het compromis of vallend in de voorzieningen van het scheidsrechterlijk beding, of dat zij beslissingen bevat die de bewoordingen van het compromis of van het scheidsrechterlijk beding te buiten gaan.

Indien de uitspraak al de aan het scheidsgerecht onderworpen kwesties niet heeft opgelost, zal de bevoegde overheid van het land waar de erkenning of de uitvoering van deze uitspraak gevraagd wordt, indien zij het gepast oordeelt, deze erkenning of deze uitvoering mogen uitstellen of ze afhankelijk maken van een waarborg dien deze overheid zal vaststellen.

ARTIKEL 3.

Indien de partij waartegen de uitspraak gedaan werd, bewijst dat er, volgens de rechtsregelen toepasselijk op de scheidsrechterlijke procedure, een andere reden dan die bedoeld in artikel één, lit. a) en c), en in artikel 2, lit. b) en c), die haar toelaat de geldigheid der uitspraak in rechte te betwisten, zal de rechter, indien hij het goed vindt, de erkenning of de uitvoering kunnen weigeren, of ze kunnen schorsen en aan de partij een redelijken termijn toestaan om de nietigheid door de bevoegde rechtbank te doen uitspreken.

ARTIKEL 4.

De partij die de uitspraak inroept, of die er de uitvoering van vraagt, moet inzonderheid overleggen :

- 1° Het origineel der uitspraak of een afschrift dat, volgens de wetgeving van het land waar de uitspraak gedaan werd, de voor zijne echtheid vereischte voorwaarden vereenigt;
- 2° De stukken en inlichtingen van aard om vast te stellen dat de uitspraak definitief geworden is, in den in artikel één, lit. d) bepaalden zin, in het land waar zij gedaan werd;
- 3° In voorkomend geval, de stukken en inlichtingen van aard om vast te stellen dat de voorwaarden voorzien in artikel één, alinea 1 en alinea 2, lit. a) en c) vervuld zijn.

Van de uitspraak en van de andere in dit artikel vermelde stukken kan een vertaling gevraagd worden in de officieele taal van het land waar de uitspraak wordt ingeroepen.

ARTIKEL 5.

De beschikkingen der voorgaande artikelen ontnemen aan geene betrokken partij het recht zich op een scheidsrechterlijke uitspraak te beroepen op de wijze

en in de mate toegestaan door de wetten of de verdragen van het land waar deze uitspraak wordt ingeroepen.

ARTIKEL 6.

Deze overeenkomst is slechts toepasselijk op de scheidsrechterlijke uitspraken gedaan na de inwerkingtreding van het Protocol betreffende de arbitragebepalingen geopend te Geneve sedert 24 September 1923.

ARTIKEL 7.

Deze overeenkomst, die ter onderteekening door al de onderteekenaars van het Protocol van 1923 betreffende de arbitrage-bepalingen zal geopend blijven, zal bekrachtigd worden.

Zij zal slechts bekrachtigd kunnen worden in naam dergenen onder de Leden van den Volkenbond en onder de Staten niet-leden, voor wier rekening het Protocol van 1923 bekrachtigd werd.

De bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk nedergelegd worden bij den Secretaris-generaal van den Volkenbond, die deze nederlegging aan al de onderteekenaars zal bekendmaken.

ARTIKEL 8.

Deze overeenkomst zal in werking treden drie maanden nadat zij in naam van twee Hooge Verdragsluitende Partijen zal bekrachtigd zijn. Naderhand zal de inwerkingtreding, voor elke Hooge Verdragsluitende Partij, geschieden drie maanden na de nederlegging harer bekrachtiging bij den Secretaris-generaal van den Volkenbond.

ARTIKEL 9.

Deze overeenkomst zal in naam van elk lid van den Volkenbond of elken niet lid zijnden Staat kunnen opgezegd worden. Van de opzegging zal schriftelijk kennis worden gegeven aan den Secretaris-generaal van den Volkenbond, die onmiddellijk een gelijkvormig verklaard afschrift van de kennisgeving aan al de andere Verdragsluitende Partijen zal mededeelen, terwijl hij hun zal laten weten op welken datum hij deze ontvangen heeft.

De opzegging zal slechts hare uitwerking hebben ten opzichte van de Hooge Verdragsluitende Partij die er kennis van zal gegeven hebben en slechts één jaar nadat de kennisgeving aan den Secretaris-generaal van den Volkenbond zal toegekomen zijn.

De opzegging van het Protocol betreffende de arbitrage-bepalingen zal van rechtswege de opzegging dezer overeenkomst met zich brengen.

ARTIKEL 10.

De uitwerking dezer overeenkomst strekt zich niet van rechtswege uit tot de koloniën, protectoraten of gebieden onder de suzeriniteit of het mandaat van eene der Hooge Verdragsluitende Partijen geplaatst.

De uitbreiding tot een of meer dezer koloniën, grondgebieden of protectoraten waarop het Protocol betreffende de arbitrage-bepalingen, geopend te Geneve

sedert 24 September 1923, toepasselijk is, zal te allen tijde kunnen geschieden door eene aan den Secretaris-generaal van den Volkenbond door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen gerichte verklaring.

Deze verklaring zal hare uitwerking hebben drie maanden na hare nederlegging.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen te allen tijde de overeenkomst voor het geheel of voor om het even welk derbovenbedoelde koloniën, protectoraten of grondgebieden kunnen opzeggen. Artikel 9 is op deze opzegging toepasselijk.

ARTIKEL 11.

Een eensluidend verklaard afschrift van deze Overeenkomst zal door den Secretaris-generaal van den Volkenbond worden toegezonden aan elk Lid van den Volkenbond en aan elken Staat niet-Lid, die gezegde overeenkomst onderteekeut.

Ter oorkonde waarvan de bovenvermelde gevolmachtigden deze overeenkomst geteekeud hebben.

Gedaan te Geneve den zes en twintigste September negentien honderd zeven en twintig, in een enkel exemplaar, waarvan de Engelsche en de Fransche tekst beide rechtsgeldig zijn en dat in het archief van den Volkenbond zal berusten.

Oostenrijk :

E. PFLÜGL.

België :

België behoudt zich het recht vóór de in artikel één aangepane verbintenis te beperken tot de contracten die door zijn nationaal recht als handelscontracten beschouwd worden.

J. BRUNET.

Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

Austen CHAMBERLAIN.

Frankrijk :

De Fransche Regeering behoudt zich het recht vóór de in artikel één aangepane verbintenis te beperken tot de contracten die door zijn nationaal recht als handelscontracten beschouwd worden.

Aristide BRIAND.

Italië :

Vittorio SCIALOJA.



(10)

(11)

N° 215. — ANNEKE. — *Bijlage.*

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant la Convention de Genève du 26 septembre 1927 concernant l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst van Genève van 26 September 1927, betreffende de uitvoering van in het buitenland gedaane scheidsrechterlijke uitspraken.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice sont chargés de déposer en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la convention ouverte à Genève le 26 septembre 1927, à la suite d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations et concernant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 1928.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Etrangères,

Le Ministre de la Justice,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn gelast in Onzen Naam het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, neer te leggen :

EENIG ARTIKEL.

Wordt goedgekeurd de overeenkomst geopend te Genève den 26ⁿ September 1927, naar aanleiding van een besluit van de Vergadering van den Volkenbond, betreffende de erkenning en de uitvoering van vreemde scheidsrechterlijke uitspraken.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Mei 1928.

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Justitie,

P. HYMANS.

P.-E. JANSON.